



HAL
open science

La "Troisième Voie" et la lutte contre la pauvreté au Royaume-Uni

Jérôme Tournadre

► **To cite this version:**

Jérôme Tournadre. La "Troisième Voie" et la lutte contre la pauvreté au Royaume-Uni. Politiques sociales et familiales, 2011, 104, pp.37-47. halshs-00649029

HAL Id: halshs-00649029

<https://shs.hal.science/halshs-00649029v1>

Submitted on 12 Dec 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Politiques de lutte contre la pauvreté

La « Troisième Voie » et la lutte contre la pauvreté au Royaume-Uni

L'expérience des gouvernements Blair et Brown

Jérôme Tournadre

Institut des sciences sociales du politique/CNRS. Université Paris Ouest-Nanterre La Défense).

Mots-clés : Royaume-Uni – Pauvreté – New Labour.

Résumé : Cet article revient sur le projet politique que portèrent les dirigeants du Parti travailliste à partir du milieu des années 1990, la Troisième Voie, et sur son influence dans la lutte contre la pauvreté. Héritant des niveaux de pauvreté et d'inégalités les plus conséquents depuis le second conflit mondial, les responsables du New Labour ont en effet revendiqué une approche théorique et pratique de la question sociale se situant au-delà des solutions jusqu'alors élaborées par la gauche et la droite. Mettant l'accent sur la "responsabilisation" des allocataires sociaux et la nécessité d'un Etat "investisseur social", la Troisième Voie s'est en partie traduite par la mise en place de dispositifs de retour vers l'emploi et par la valorisation du travail. Ses partisans ont également eu recours, certes de manière moins explicité, à des mécanismes redistributifs plus classiques. Si des résultats relativement positifs ont été obtenus sur le front de la lutte contre la pauvreté, notamment celle touchant les enfants, le bilan social de ces treize années de pouvoir travailliste s'avère cependant contrasté, en raison notamment d'une persistance de la pauvreté laborieuse.

Cherchant à répondre à ceux qui doutaient des engagements du « nouveau » Parti travailliste (1) à quelques semaines de sa victoire annoncée aux élections législatives de 1997, Peter Mandelson, architecte revendiqué du *New Labour*, proposait de ne juger le gouvernement travailliste qu'après « dix ans passés avec succès aux affaires ». Et celui qui allait devenir ministre (2) de prophétiser, dans le même élan, que le Royaume-Uni serait devenu plus égalitaire au terme de cette période (3). La promesse était peut-être d'autant plus notable que les dirigeants du *New Labour* allaient hériter des niveaux de pauvreté et d'inégalités (4) les plus hauts depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1997, 19,4 % de la population se situait sous le seuil de pauvreté (60 % du revenu médian). La proportion atteignait même 25 % après prise en compte des coûts du logement (*After Housing Cost - AHC*) (5). Plus d'un enfant sur quatre était, en outre, concerné, contre un sur huit en 1979,

année de l'accession au pouvoir des conservateurs (Stewart, 2009:47) **(6)**. Ce phénomène frappait plus particulièrement les enfants vivant dans des familles monoparentales **(7)**, notamment lorsque l'adulte était sans emploi ou travaillait à temps partiel. En 1997, plus d'un million de ces familles percevait le revenu minimum d'assistance (*Income Support*) (Chambaz et Lequet-Slama, 2000:2). Ces données – parmi d'autres – faisaient alors du Royaume-Uni le troisième pays au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), après les États-Unis et l'Italie, à compter la plus grande proportion d'enfants pauvres dans sa population (UNICEF, 2000). Une telle réalité statistique, résumée ici à grands traits, allait conduire Tony Blair, alors chef de l'opposition, à affirmer qu'il considérerait comme un échec qu'un gouvernement *New Labour* ne parvienne pas à améliorer le niveau de vie des plus pauvres (Blair, 1996). Cette ambition s'est imposée comme l'un des axes essentiels de la « Troisième Voie », ce projet politique qui, à partir du milieu des années 1990, a rassemblé les modernisateurs autoproclamés du Parti travailliste dans une même entreprise de contestation de la social-démocratie « classique » et du « néolibéralisme » (Blair, 1998) **(8)**.

L'objectif de cet article est de déterminer dans quelle mesure cette Troisième Voie, présentée par ses concepteurs comme un idéal de modernité (Finlayson, 2003), a renouvelé le traitement de la pauvreté au Royaume-Uni. Il s'agira, par conséquent, de revenir tout d'abord sur le socle principal de cette entreprise et, plus spécifiquement, sur la manière dont ses partisans ont formulé la question de la pauvreté dans une logique de dépassement des clivages politiques « classiques ». Les mesures et dispositifs qu'elle est censée avoir inspirés sous les gouvernements emmenés par Tony Blair (1997-2007) et Gordon Brown (2007-2010) seront abordés dans un deuxième temps. Un troisième moment sera consacré aux résultats pouvant leur être associés.

Une Troisième Voie au cœur de la question sociale ?

Objet de débats et de polémiques dès son énonciation, la Troisième Voie n'ambitionnait pas, selon ses partisans, d'occuper un espace « à mi-chemin entre deux extrêmes rivaux », mais d'offrir un « *nouveau socle commun* » **(9)** se situant « *au-delà de la gauche et de la droite* » (Giddens, 1994).

Au-delà de la gauche...

La conceptualisation de la Troisième Voie, au milieu des années 1990, doit certainement beaucoup à la manière dont la question sociale a été reformulée dans le débat politique et, plus généralement, dans le débat public à partir de la fin de la décennie précédente. Il n'est ainsi pas inutile de se souvenir du climat de « panique morale » qui caractérisait cette époque ; une panique bien entretenue par quelques éditorialistes et certains membres du

Parti conservateur alors au pouvoir. Cette situation a contribué, entre autres, à imposer dans l'espace public de « nouvelles » figures de la pauvreté : la mère célibataire adolescente tirant profit des largesses de l'État social, le chômeur de longue durée se gardant de chercher un emploi, le jeune homme préférant une vie de « combines » à celle rythmée par le travail, etc. Censés résumer une nouvelle question sociale, ces personnages ont rapidement été rassemblés dans une même « *communauté pathologique* » (Walters, 2000:125) – l'*underclass* –, caractérisée par ses comportements anti-sociaux, sa culture de la dépendance sociale et son rejet des valeurs dominantes dans le reste de la société. Nombre de discours politiques, et parfois scientifiques, entérinèrent alors cette perception d'une société coupée en deux (« inclus » *versus* « exclus »), évacuant dans le même mouvement les références à la « pauvreté » ou aux « inégalités » (Levitas, 2002).

Les « modernisateurs » travaillistes se sont souvent ajustés à cette approche morale et comportementaliste du social durant ces mêmes années. Cette situation a principalement conduit à souligner la « responsabilité individuelle » des allocataires sociaux et à l'articuler à un principe de « conditionnalité » parfaitement résumé par le sociologue Anthony Giddens : « *Pas de droits sans responsabilités* » (« *No Rights without Responsibilities* ») (Giddens, 1998:65). Un nouveau contrat social devait alors prendre forme autour d'un postulat pour le moins simple : « *Ceux qui profitent des biens sociaux devraient à la fois en faire un usage responsable et apporter quelque chose en retour à l'ensemble de la communauté sociale* » (10) (Giddens, 2000:52). Ce faisant, la Troisième Voie était censée se distinguer d'une « vieille » gauche accusée d'avoir promu des « *droits exempts de devoirs* » (*dutiless rights*) et ainsi façonné une culture « *de plus en plus aliénante* » (Blair, 1997 a) et hermétique aux valeurs sociales et morales du monde des « inclus ». Il s'agissait également, en « responsabilisant » les allocataires sociaux, en les conduisant à rompre avec une « culture de la dépendance », de rassurer des classes moyennes réputées hostiles à l'État social.

... et de la droite ?

La perception de la pauvreté et de l'exclusion au cœur des diverses prises de position labellisées « Troisième Voie » n'était cependant ni homogène ni alignée sur celle de leurs adversaires conservateurs. Même si elle a le plus souvent été renvoyée au second plan, cette perception a également prévalu chez certains une analyse plus structurale, où les exclus apparaissaient avant tout comme des « *exilés de l'âge industriel* » (Mulgan, 1999), des victimes des destructions d'emplois non qualifiés et des politiques sociales des gouvernements Thatcher ; autant d'éléments les empêchant de participer à la « *vie normale* » (Mandelson, 1997:9). C'est d'ailleurs en partie sur ce fondement que les « modernisateurs » travaillistes ont affirmé que l'État avait, au même titre que le citoyen,

des devoirs et des responsabilités. Souvent présentée par ses détracteurs comme une simple conversion de la gauche de gouvernement au « néolibéralisme », la Troisième Voie n'a pas promu un désengagement du *Welfare State*. La majorité des essais et discours consacrés au sujet laisse plus sûrement apparaître les contours d'un État facilitateur (*Enabling State*), donnant aux individus les moyens de s'adapter (*to fit*) aux exigences de la compétition économique : l'État devait se faire « investisseur social » (*Social Investment State*) (Giddens, 1998) en assurant l'égal accès de chacun à ces biens stratégiques (l'éducation, les qualifications, la santé, etc.) sur lesquels s'appuie le « capital humain ». Le *Welfare State* allait, par conséquent, se reconfigurer autour d'une approche préventive le conduisant à intervenir en amont des problèmes et à sécuriser les trajectoires des individus (Gautié, 2003).

Les objectifs du New Labour

« *To work is to be* »

Accédant au pouvoir en mai 1997, les travaillistes se sont engagés à « penser l'impensable » (« *to think the unthinkable* ») en matière de réforme du *welfare* (11). Il convenait principalement de rompre avec une approche conservatrice accusée d'avoir favorisé l'inactivité et les allocations d'invalidité. La stratégie alors mise en place a en grande partie reposé sur une idée centrale, « travailler, c'est exister » (« *To work is to be* » (12)), qui impliquait de « rendre le travail payant » (« *making work pay* ») : le travail étant tout à la fois « *la meilleure forme de Welfare* » (Tony Blair, 1997 b), la « *meilleure route pour sortir de la pauvreté* » (Department for Social Security, 1998:19) et l'élément central d'une « citoyenneté active », l'effort devait porter sur son attractivité (13). *A priori*, une telle prise de position devait en priorité être dressée à des salariés aux revenus modestes, en les confortant dans leur « choix » de préférer l'emploi aux allocations sociales. C'est ce qu'a, semble-t-il, assez bien matérialisé l'introduction d'un salaire minimum en 1999 (14). La mesure a concerné près d'un million et demi de salariés dès sa mise en place. Ce sont pourtant les chômeurs et les sans-emploi qui sont très rapidement apparus comme les premiers concernés par l'incantation travailliste, l'objectif étant de les faire (re)venir vers le marché du travail par le biais d'incitations et de contraintes.

Dès 1998, la focalisation sur le travail a justifié la mise en place des *New Deals*, programmes de « retour à l'emploi » ou d'incitation à reprendre une formation. Le premier d'entre eux, obligatoire, a concerné les jeunes âgés de 16 ans à 24 ans percevant des allocations chômage depuis au moins six mois. Différentes options leur étaient ainsi proposées dans le cadre d'un suivi individualisé : retour vers le marché ordinaire de l'emploi (un retour pouvant par ailleurs s'accompagner d'une subvention pour l'employeur), occupation d'emplois

temporaires dans le monde associatif ou le secteur environnemental, ou suivi d'une formation pouvant durer jusqu'à un an pour les individus les moins qualifiés. Il s'agissait de signifier, par l'intermédiaire de ces dispositifs, que l'assistance ne constituerait plus une option en soi, tout refus de se soumettre au programme entraînant une suspension des allocations pouvant aller de deux à vingt-six semaines. C'est dans cette perspective que les chômeurs de longue durée, les chômeurs âgés de plus de 50 ans, les handicapés et les parents isolés ont, par la suite, fait l'objet de *New Deals* spécifiques. Encadrés par un service public de l'emploi plus sensible à leurs différents profils et parcours, ils devaient tous se muer en « actifs » par le biais d'un accès à la formation ou d'une réinsertion professionnelle plus rapide.

En dépit de la lecture qui en a souvent été faite, tant par leurs partisans (Layard, 2001) que leurs opposants, ces politiques publiques ont renvoyé à une réalité assez peu homogène. Comme l'a suggéré Jean-Claude Barbier (Barbier, 2008 a), les appréhender comme de simples importations du *workfare* (15) états-unien apparaît non seulement inapproprié mais renseigne peu sur leurs modalités de fonctionnement. L'accent mis sur l'acquisition de qualifications ou – pour reprendre une phraséologie chère aux partisans d'une Troisième voie très marquée par les « nouvelles » théories de la croissance – sur l'investissement dans le « capital humain », éloigne par exemple du « *work first* », si central dans la définition *a minima* du *workfare*. De même, contrairement à ce que l'on a pu observer aux États-Unis ou en Nouvelle-Zélande, deux pays ayant souvent placé la contrainte au cœur des politiques de l'emploi, le *New Deal* destiné aux parents isolés (*New Deal for Lone Parents – NDfLP*) a longtemps reposé sur l'engagement volontaire des allocataires sociaux (16). Les parents seuls ne souhaitant pas suivre ce programme pouvaient, jusqu'à de récentes réformes, continuer de bénéficier du revenu minimum d'insertion (*Income Support*), lequel n'était pas conditionné à la recherche d'un emploi. Ils étaient en revanche tenus à un entretien annuel (*work-focused interview*) avec l'un des agents de *Jobcentre plus* (17). Ce rendez-vous devait permettre d'évaluer leur aptitude à (re)venir vers l'emploi et les sensibiliser aux avantages d'un tel changement (18). Le fonctionnement du *NDfLP* sur un mode volontaire a cependant été réformé sous le gouvernement Brown, alors que la crise économique prenait de l'ampleur. Présentée comme une simple « extension » à un public plus large, cette mesure a fait l'objet de vives critiques au sein même de la direction travailliste. Certains, comme Richard Tilt, conseiller du gouvernement, y ont vu un durcissement susceptible d'accroître la pauvreté parmi les parents isolés. En novembre 2008, alors que le Royaume-Uni était engagé dans la crise économique et financière, les parents isolés dont le plus jeune enfant était âgé d'au moins 12 ans ont effectivement basculé du régime de *income support* à celui des allocations chômage (*Jobseeker's allowance*) et des obligations (en termes de recherche d'emploi) qui lui sont associées. La réforme devait également concerner,

à partir d'octobre 2010, tous les parents seuls dont le plus jeune enfant serait âgé d'au moins 7 ans. Ces orientations ont été arrêtées sur fond de crise économique mais également dans un contexte marqué par la publication, quelques mois auparavant, du rapport Freud (Freud, 2007). Commandé par le gouvernement, ce document – longuement disséqué par la presse – a de nouveau consacré la « nécessaire » conditionnalité des aides sociales et (ré)ouvert le débat sur les risques de stigmatisation des plus modestes **(19)**.

Ces décisions gouvernementales ont été en partie justifiées par les garanties parallèlement apportées à la prise en charge des enfants, étape importante dans la reprise d'un travail pour nombre de parents isolés. Mais elles se sont également nourries d'une lecture relativement positive des résultats obtenus par un *NDJLP* qui fonctionnait jusqu'alors sur la base de l'engagement volontaire. Le gouvernement a ainsi principalement cherché à mettre en évidence l'impact direct des *New Deals* sur les trajectoires des bénéficiaires en soulignant que, entre 1999 et 2006, 42,5 % des sorties du programme se sont faites directement vers l'emploi et près de 12 % vers un cumul temps partiel-revenu minimum d'insertion (Delautre, 2008:177). La prise en compte des caractéristiques sociales de ceux qui avaient fait, d'eux-mêmes, le choix du *NDJLP* conduirait pourtant à relativiser l'optimisme gouvernemental. Avant 2008, les parents isolés engagés dans ce programme étaient le plus souvent sortis du marché du travail depuis moins d'un an, n'avaient en moyenne qu'un seul enfant et étaient en bonne santé (Evans *et al.*, 2003). Autrement dit, ils ne cumulaient que rarement les caractéristiques pouvant, plus généralement, réduire les capacités d'accès au marché du travail des parents isolés.

Une politique sociale en partie fiscalisée ?

La stratégie visant à affirmer la centralité du travail dans la « rénovation » de l'État social s'est également appuyée sur le développement des crédits d'impôt. Cette fiscalisation de tout un pan de la politique sociale a consisté, dans les mois qui ont suivi l'arrivée du premier gouvernement Blair, en la mise en place du *Working Families Tax Credit (WFTC)* : le versement d'un complément de revenu aux ménages modestes avec enfants dont l'un des membres devait travailler au moins seize heures par mois **(20)**. Ce dispositif devait, lors de son entrée en vigueur, concerner plus d'un million et demi de ménages alors même que le *Family Credit* auquel il se substituait n'avait touché que six cent mille foyers lors de la dernière année du gouvernement Major (Chambaz et Lequet-Slama, 2000). Le *WFTC* avait également été présenté comme plus efficace car moins complexe dans sa mise en œuvre : gérées par l'administration fiscale, les sommes qu'il recouvrait transitaient par l'employeur avant d'apparaître directement sur le bulletin de salaire du salarié. Censée stimuler l'offre de travail en levant l'obstacle que pouvait constituer la perte de revenu liée au passage de l'assistance à l'emploi, *WFTC* comportait

également une aide à la garde d'enfants **(21)**. « En régime de croisière », ce dispositif devait permettre la redistribution de près de cinq milliards de livres vers les familles les moins favorisées du Royaume-Uni (Chambaz et Lequet-Slama, 2000:2). C'est, plus précisément, la population du deuxième décile qui a été concernée par le dispositif, celle du premier étant le plus souvent non éligible car composée de ménages majoritairement sans emploi. En 2003, le *WFTC* a cédé la place à un autre système plus intégré et visant, d'une part, la plupart des familles avec enfants, d'autre part, des ménages sans enfant. En 2005, les crédits d'impôt instaurés par les gouvernements Blair s'adressaient ainsi à plus de six millions de familles, soit plus de vingt millions d'individus.

La Troisième Voie et la pauvreté infantile

L'État social souhaité par les partisans de la Troisième Voie ne doit plus se confondre avec un « réparateur du social », une simple machine à indemniser. L'accent est mis sur des interventions en amont des problèmes et, plus encore, sur une logique d'« investissement social ». Il est par conséquent logique que l'enfant soit désormais placé au centre de la politique sociale (Jobert, 2002). Cette priorité transparaît assez logiquement dans le rôle assigné à l'éducation et à la formation et, plus concrètement, dans les investissements réalisés dans ces domaines par les gouvernements Blair : les dépenses publiques consacrées à l'éducation sont passées de 4,7 % du produit intérieur brut (PIB) en 1996 et 1997 à 5,5 % en 2006 et 2007, avec une croissance moyenne réelle de 4,3 % par an quand elle n'était que de 1,4 % sous les conservateurs (Sibieta *et al.*, 2008). Certaines données laissent supposer que l'effort n'a pas été vain : dans une étude conjointe, la *Joseph Rowntree Foundation* et le *New Policy Institute* révélaient, par exemple, qu'entre 1998 et 2008, la proportion d'enfants âgés de 11 ans ne maîtrisant pas les fondamentaux en mathématiques et en anglais était passée de 40 % à 20 % (et de 50 % à 30 % dans les quartiers les plus pauvres du pays) **(22)**.

La priorité donnée aux enfants s'est également signalée au cœur même des politiques de lutte contre la pauvreté. Elle en est même devenue l'un de ses éléments les plus saillants après l'engagement pris par T. Blair de faire disparaître la pauvreté infantile en une génération **(23)**. Mise en forme dans un discours prononcé à l'occasion de la *Beveridge Conference* de 1999, la tâche que s'était fixée le gouvernement impliquait de réduire le nombre d'enfants pauvres d'un quart avant 2005, de moitié avant 2010 et d'avoir totalement éradiqué ce phénomène à l'horizon 2020. Rappelé dans le *Child Poverty Act* présenté à la Chambre des Communes en 2009, cet objectif chiffré faisait bien évidemment écho à l'impératif méritocratique martelé par les élites travaillistes, dans la mesure où il s'agissait de garantir à tous les enfants les mêmes chances de se réaliser dans une « société des aspirations ». On ne peut s'empêcher de penser qu'il renvoyait également à une cause assez peu coûteuse d'un

point de vue politique. En témoignent les nombreuses enquêtes d'opinion réalisées au cours des années 2000, qui soulignent une certaine défiance à l'égard des plus pauvres sauf lorsqu'il s'agit d'enfants (24). L'intérêt mitigé affiché par les gouvernements pour les adultes pauvres sans enfant vient presque confirmer cette intuition.

Une redistribution « à la dérobée » ?

La lutte contre la pauvreté infantile s'est inscrite dans les mécanismes des crédits d'impôt décrits *supra*. Mais elle a également pu compter sur une forme de redistribution à la dérobée » (« Redistribution by stealth » (25)) via l'amélioration de ces allocations sociales pourtant présentées comme des « dépenses d'échec » par de nombreux partisans de la Troisième Voie au milieu des années 1990. Entre 1998 et 2004, l'ensemble des dépenses publiques a ainsi connu une croissance annuelle moyenne de plus de 4 % en termes réels (Stewart *et al.*, 2009:40). Dès leur arrivée au pouvoir, les travaillistes ont, par exemple, substantiellement augmenté le montant du *child benefit*, l'allocation familiale universelle (+ 27 % la première année, pour le premier enfant) (Chambaz et Lequet-Slama, 2000:3). Il en a été de même pour l'allocation hors emploi destinée aux ménages les plus pauvres ayant des enfants. Une allocation pour les adolescents pauvres restant dans le système scolaire après leur seizième anniversaire a aussi été introduite, rappelant au passage que l'arrêt précoce des études est un facteur d'accroissement du risque de reproduction intergénérationnelle de la pauvreté. S'est ajoutée à cela l'adoption d'une allocation maternité spécifique (*Sure Start*), d'un montant de cinq cents livres, réservée aux mères disposant des revenus les plus faibles.

Les politiques dites du « *childcare* » ont également trouvé une place dans le dispositif de lutte contre la pauvreté infantile. Il s'est agi, dans ce cadre, d'atteindre et de concilier deux objectifs : d'une part, prendre soin de l'enfant (*care*) par le biais d'un ensemble de services, d'autre part, donner aux parents les moyens de concilier activité professionnelle et responsabilités parentales (notamment au travers de l'introduction d'un *Childcare Tax Credit* couvrant 80 % des frais de garde dans des établissements agréés). Cette ambition s'est principalement incarnée dans la réalisation d'investissements en faveur des enfants âgés de moins de 4 ans. On peut d'ailleurs déceler ici l'influence de travaux universitaires soulignant, à la fin des années 1990, l'impact précoce de l'origine sociale sur le développement des plus jeunes (Stewart, 2009:48). Au-delà de la garantie d'un accueil préscolaire gratuit d'une douzaine d'heures par semaine pour tous les enfants âgés de 3 à 4 ans, l'effort s'est logiquement concentré sur les plus pauvres. En atteste le lancement du *Sure Start Programme* en 1998, auquel

fut assignée l'ambition de « *donner aux enfants le meilleur départ possible dans la vie* » (« *Giving children the best possible start in life* » **(26)**) et, plus encore, à ceux qui constituent son public cible : les enfants de moins de 5 ans vivant dans les zones les plus défavorisées du pays. Ce programme a reposé sur un ensemble de services destinés à « soutenir » les parents pauvres en leur prodiguant notamment un soutien prénatal et postnatal, des conseils en matière de santé et de nutrition, ainsi que des informations quant aux services proposés par *Jobcentre plus*. Le programme a parfaitement été en phase avec les principes directeurs d'un « *État social personnalisé* », pour reprendre l'un des termes ayant fait florès dès le début du second mandat travailliste (Tournadre, 2010) : en plus d'un noyau de services communs à l'ensemble des zones couvertes, chaque programme local était censé intégrer, dans sa formulation et son évolution, les besoins et les attentes des usagers ainsi que la spécificité des contextes locaux.

Évalué de manière relativement positive par plusieurs experts en politiques sociales (Stewart, 2009), *Sure Start* a, au cours de la première moitié des années 2000, été étendu à l'ensemble du territoire et de la population, les collectivités locales voyant par ailleurs leur rôle conforté dans la gestion des *Sure Start Children's Centres*. À la veille des élections du printemps 2010, trois mille cinq cents centres avaient été ouverts.

Des résultats contrastés

Selon les objectifs fixés par le gouvernement ou tout simplement imposés par la situation sociale du Royaume-Uni dans les années 1990, il n'est pas incohérent de chercher à isoler des « résultats » quelque quatorze ans après l'élection d'une majorité travailliste à la Chambre des Communes. L'entreprise peut pourtant s'avérer délicate dans la mesure où il est difficile de déterminer ce qui peut être attribué à la croissance économique des années 2000 **(27)** et aux politiques publiques conduites durant cette même période. Cela n'interdit pas de souligner que le niveau de vie moyen a progressé depuis 1997, même si ce mouvement s'est essoufflé au fil des mandats travaillistes : de plus de 3 % par an durant la première législature (1997-2001), cette croissance est passée à 2 % sous la deuxième (2001-2005) pour finalement se stabiliser à moins de 1 % entre 2005 et 2010 (Muriel *et al.*, 2010:26). D'une manière générale, la part de la pauvreté dans la population a reculé sous les gouvernements Blair et Brown. Alors qu'elle concernait 19,4 % de la population en 1997, la proportion est descendue à environ 18 % en 2008-2009 (IPPR, 2010) après s'être établie à 17 % entre 2004 et 2005 (Shefton *et al.*, 2009:28). Le recul a principalement profité aux enfants et aux retraités (pour ces derniers, on passe de 24,6 % pour la période 1996-1997 à 23,2 % pour 2006 et 2007, voire, si on intègre les coûts du logement, de 29,1 % à 18,9 % **(28)**) (Shefton *et al.*, 2009:28). La situation est cependant moins positive pour les adultes en âge de travailler (et moins

encore pour les 25-50 ans sans enfant), pourtant visés par les *New Deals*. Par ailleurs, les revenus des retraités et des adultes avec enfants ont en moyenne augmenté de plus de 2 % par an entre 1997 et 2008 alors que les revenus des adultes sans enfant n'ont pas augmenté de plus de 1,4 % (Muriel *et al.*, 2010).

Une évolution différenciée

Les évolutions apparaissent ainsi très contrastées d'un groupe à l'autre, voire au sein même de ces groupes. C'est ce que montre, entre autres, l'analyse de la situation des enfants pauvres. Le satisfecit que semblent se réserver les dirigeants travaillistes sur cette question mériterait d'être relativisé, notamment parce que les objectifs dévoilés par T. Blair en 1999 n'ont pas été atteints : entre 1998 et 2008, six cent mille enfants seraient sortis de la pauvreté. C'est évidemment moins que les huit cent cinquante mille que s'était fixés le pouvoir pour 2005 et, surtout, bien loin des un million sept cent mille escomptés pour 2010. En outre, alors même que cette pauvreté avait nettement décliné durant les deux premiers mandats travaillistes, elle a connu une nouvelle croissance à partir de 2005. Certains auteurs, rassemblés autour de l'économiste John Hills (London School of Economics), ont établi un lien entre ce mouvement et le ralentissement concomitant de l'augmentation des dépenses sociales consacrées à l'enfance (*child benefit*, crédit d'impôt, etc.) (Shefton *et al.*, 2009). Cette mise en relation peut d'ailleurs s'appuyer sur le fait que la période de plus fort recul de la pauvreté infantile (entre 1999 et 2001) coïncide avec celle des augmentations de crédits d'impôts les plus conséquentes. Adoptant une grille de lecture assez semblable, des chercheurs de l'*Institute for Fiscal Studies* ont même pu considérer, après l'annonce du budget 2008 (pourtant marqué par la plus forte croissance de crédits d'impôt depuis 2004), qu'il manquait encore deux milliards huit cent mille livres annuels pour atteindre les objectifs de 2010 (Brewer *et al.*, 2008).

En dépit de cette déconvenue, la lutte contre la pauvreté infantile ne manque pas de chiffres encourageants. Selon un audit annuel réalisé par le gouvernement à partir de 1999 et rendu public dans le rapport « Opportunity for all: Tackling Poverty and Social Exclusion », quinze des vingt-cinq indicateurs retenus par le gouvernement pour suivre l'évolution de la pauvreté infantile se seraient améliorés depuis le début du siècle (Bradshaw, 2009). La pauvreté persistante chez les enfants a également fortement reculé durant les années 2000. Mais le mouvement n'est pas uniforme. Certains sous-groupes ont, à première vue, connu de réels progrès. C'est le cas des enfants vivant dans des familles monoparentales. À titre d'exemple, les indices de privation relatifs à ce public ont nettement évolué ces dernières années : alors que 17 % des parents isolés ne pouvaient acheter quotidiennement des fruits frais à leurs enfants en 1999, ils n'étaient « plus » que 6 % en 2005 ; de même, si 74 % ne pouvaient se permettre de prendre une semaine de vacances annuelle en 1999, la proportion serait tombée à 53 % en 2006 (Stewart, 2009:57). Parmi les familles monoparentales pauvres, celles dans lesquelles

l'adulte dispose d'un travail à temps partiel ont par ailleurs plus que les autres semblé profiter de cette « embellie », leur part dans les familles pauvres baissant d'un quart sous les gouvernements Blair et Brown. On peut penser que cette population a particulièrement bénéficié des crédits d'impôt, le montant de ces derniers étant d'autant plus important que le revenu était bas.

Plus généralement, les données rendues publiques par le Bureau des statistiques nationales en 2010 (données couvrant la période 2008-2009) laissent apparaître un recul du nombre d'enfants pauvres vivant dans des foyers où les parents ne travaillent pas. Ici, la sortie de la pauvreté semble avoir principalement résulté de l'augmentation des allocations sociales et du retour à l'emploi des parents durant la période de croissance économique. Mais ne s'agit-il pas d'une forme de « succès » en trompe-l'œil ? Comme on le verra dans la suite de l'article, le retour à l'emploi des parents n'a pas toujours été synonyme d'une sortie de la pauvreté. Il a, en revanche, logiquement conduit à extraire les enfants de ces ménages de la catégorie statistique « Enfants pauvres vivant dans des ménages sans travail » et les a parfois réinscrits dans celle des « Enfants pauvres vivant dans des ménages où au moins l'un des parents travaille ». En effet, si le nombre de ménages sans travail a baissé de près de deux cent mille entre 1997 et 2007, la part des enfants pauvres vivant dans des ménages de travailleurs pauvres a, quant à elle, progressé de manière régulière au fil de ces dix années. Plus simplement, en 1999, lorsque T. Blair engageait officiellement son gouvernement dans l'éradication de la pauvreté infantile, moins d'un enfant pauvre sur deux (47 %) vivait dans une famille où au moins l'un des parents travaillait. Ils sont aujourd'hui près de trois sur cinq (61 %) (IPPR, 2010:1).

Le travail a-t-il payé ?

Les résultats qui précèdent invitent à penser que le retour au travail, présenté comme la panacée par les dirigeants travaillistes, peut dans certains cas se traduire par le passage d'une pauvreté à l'autre : de la *out-work poverty* à la *in-work poverty*. Une récente enquête réalisée pour le ministère du Travail et des Retraites montre ainsi que près d'un tiers des familles qui (re)trouvent un emploi ne parvient pas pour autant à sortir de la pauvreté (Browne et Paul, 2010). Partant, si d'une manière générale, le travail protège, plus que le chômage, de la pauvreté (cette dernière frappe rarement les ménages au sein desquels les deux membres du couple occupent un emploi), il reste pourtant, si l'on s'en tient à la lecture des données les plus récentes, c'est-à-dire celles couvrant la période 2008-2009, que 60 % des adultes pauvres ont un travail (55 % en 2000) (IPPR, 2010:5). En dépit de leur engagement répété, les gouvernements travaillistes n'ont, semble-t-il, pas réussi à rendre le travail suffisamment « payant ». Un ménage où la seule personne qui travaille perçoit le salaire minimum et cumule crédits d'impôts et allocations réservées aux travailleurs à bas salaire, n'est pas à l'abri de la pauvreté. Ses

revenus ont certes augmenté sous les gouvernements travaillistes, mais pas suffisamment lors des dernières années au pouvoir (29).

Ce premier constat en appelle immanquablement un second : l'existence d'une pauvreté dans le travail ou, pour être plus exact, en dépit du travail, n'a pas toujours été explicitement reconnue par les travaillistes. Ces derniers ont plus souvent eu tendance à se concentrer avant tout sur les évolutions positives des taux d'emploi durant les années 2000. Il est vrai que, sur ce point, les objectifs affichés dès la fin des années 1990 ont pratiquement été atteints. Ainsi, en 2008, le taux d'activité des femmes et des hommes était de 75 %, non loin des 80 % escomptés quelques années plus tôt. Celui des parents isolés atteignait même 56 %, contre 43 % en 1997 (Office for National Statistics, 2009). Doit-on pour autant rattacher ces résultats à un éventuel succès des *New Deals*, comme n'ont pas manqué de le faire les dirigeants travaillistes ? Difficile, encore une fois, de départager impacts de la croissance et effets de l'action publique. Des évaluations de certains des programmes gouvernementaux de « passage de l'assistance à l'emploi » existent cependant. Par-delà les dilemmes méthodologiques, on sait ainsi que près de 560 000 jeunes auraient accédé à l'emploi par le biais du *New Deal* entre 1998 et la fin de l'année 2004 (Eydoux, 2006:145). Dès 2002, le National Audit Office affirmait, entre autres, que le *NDfYP* avait directement sorti du chômage de vingt-cinq mille à quarante-cinq mille jeunes âgés de 16 ans à 24 ans, tout en accroissant l'emploi dans une fourchette allant de huit mille à vingt mille unités (Eydoux, 2006:145). À la même époque, d'autres études – comme celle de Van Reenen (2004) – insistaient sur le fait que le *NDfYP* à destination des jeunes chômeurs aurait permis d'accroître de manière non négligeable (+ 20 %) la probabilité pour ces derniers de trouver un emploi. Pour autant, comme le rappelle Anne Eydoux, ce même programme, si emblématique du volontarisme affiché par les travaillistes, révèle de réelles zones d'ombre dans la mesure où nombre de participants l'ont quitté « sans que leurs trajectoires soient connues » des services de l'emploi (2006:137). S'ajoutent à cela la qualité souvent médiocre des emplois vers lesquels a pu mener le *NDfYP* et, plus encore, le fait qu'ils aient rarement été occupés plus de trois mois dans une large majorité des cas.



Conclusion

Les gouvernements *New Labour* ont-ils réellement incarné une troisième voie dans la lutte contre la pauvreté ? N'ont-ils pas, le plus souvent, agrégé des éléments de différents modèles préexistants ? Si leur appréciation du marché du travail et de son fonctionnement a réservé une place importante à la puissance publique, à la différence des dogmes « néolibéraux » auxquels certains ont souvent voulu les associer, elle a également croisé

une approche comportementaliste des allocataires sociaux longtemps promue par les hérauts de la *New Right* (la Nouvelle Droite) des années 1980. En dépit du ralliement à une certaine orthodoxie budgétaire (notamment durant la première législature, entre 1997 et 2001), le *New Labour* n'a pas non plus rompu avec une certaine forme de social-démocratie comme en attestent les différentes manifestations d'une « redistribution à la dérobée ».

On peut être plus circonspect quant aux résultats obtenus par les gouvernements Blair et Brown. Contrairement à ce que prédisait P. Mandelson en 1997, la croissance des inégalités (notamment en termes de revenus), entamée durant les années 1980, a quelque peu ralenti mais n'a pas été renversée même si elle s'est révélée moins rapide que sous les gouvernements conservateurs des années 1980 (Muriel *et al.*, 2010:11). Les inégalités de revenus ont même atteint, durant la période 2007-2008, leur plus haut niveau depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (Hills, 2010). En matière de lutte contre la pauvreté, les réalisations sont en demie teinte : si l'accent mis sur le travail et ses vertus supposées peut se voir attribuer un impact positif sur la situation de certains groupes au sein de la société, la persistance d'une pauvreté laborieuse souligne combien, contrairement à ce qu'ont prétendu les dirigeants du *New Labour*, il ne peut constituer le seul axe d'une politique de lutte contre la pauvreté. Il est par ailleurs regrettable que ces mêmes gouvernements n'aient pas suffisamment valorisé les prestations hors emploi, liant ainsi presque inextricablement chômage et pauvreté.

Qui sont les travailleurs pauvres ?

Une étude publiée en 2010 par l'*Institute for Public Policy Research* (IPPR), un groupe de réflexion (*think tank*) proche des travaillistes, permet de préciser le portrait des travailleurs pauvres au Royaume-Uni (IPPR, 2010). On sait ainsi que 60 % des familles de travailleurs pauvres ont au moins un enfant. Dans cette catégorie de ménages, plus de huit sur dix des foyers sont composés autour d'un couple, les parents isolés ne représentant que 18 %. Sur l'ensemble de cette population (ménages de travailleurs pauvres avec au moins un enfant), 36 % sont des couples où un seul des deux partenaires travaille, à temps plein, et 33 % sont des couples où l'un et/ou l'autre travaille(nt) à temps partiel. Les couples où chacun a un emploi à temps plein ne représentent que 2 % de ces ménages. Le risque de pauvreté dans le travail varie, par ailleurs, en fonction des « groupes ethniques » : 45 % des familles de travailleurs pauvres ont à leur tête un individu d'origine pakistanaise ou bangladaise.

Notes

(1) Le terme même de « *New Labour* » apparaît dans certains documents du Parti travailliste et dans le discours de ses principaux dirigeants lorsque Tony Blair prend la tête de l'opposition en 1994. Il s'agit alors de marquer symboliquement une rupture avec ce qui a précédé et, plus précisément, avec une « *vieille gauche* » (*Old Left*) accusée d'avoir discrédité le parti par son laxisme et son goût pour l'« *impôt et la dépense* » (« *Tax and Spend* »).

(2) Tout d'abord ministre sans portefeuille, P. Mandelson se voit attribuer le Commerce et l'Industrie en 1998.

(3) « *Judge us after ten years of success in office. For one of the fruits of that success will be that Britain has become a more equal society?* » (Mandelson, 1997:7) [NDLR : « *Jugez nous après dix ans de succès aux affaires. L'un des fruits de ce succès sera que la Grande-Bretagne va devenir une société plus égalitaire ?* »].

(4) Au milieu des années 1990, le coefficient de Gini – mesure du degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée – approche 0,35, contre 0,25 en 1979. Au même moment, il est inférieur à 0,3 en France.

(5) Les coûts du logement englobent principalement le loyer, les intérêts hypothécaires, l'assurance des biens, la redevance sur l'eau.

(6) Margaret Thatcher a dirigé le gouvernement du Royaume-Uni de mai 1979 à novembre 1990. John Major, également conservateur, lui succéda jusqu'en mai 1997.

(7) La part des ces familles dans la population a par ailleurs fortement augmenté depuis la fin des années 1970. Elles représentaient ainsi 23 % des ménages avec enfants en 1997.

(8) Le terme même de « *Troisième Voie* » s'est fait plus rare dans les discours des responsables du *New Labour* dès le début des années 2000, certains lui préférant notamment celui de « *nouveau progressisme* ». Dans les deux cas, il s'agissait cependant, au nom de la « *modernité* », de disqualifier les projets politiques antérieurs, qu'ils soient de « *gauche* » ou de « *droite* ».

(9) « *The place we occupy is not a halfway house between two discredited ideologies. It is a stand on a new common ground* » (Gray, cité dans Driver et Martell, 1998:153). [NDLR : « *La place que nous occupons n'est pas une maison de transition entre deux idéologies discréditées. C'est un stand sur un nouveau terrain commun* »].

(10) « *Those who profit from social goods should both use them responsibly and give something back to the wider social community in return* ». [NDLR : « *Ceux qui profitent des aides sociales devraient à la fois être responsable et donner quelque chose en retour plus largement à la communauté sociale* ».

(11) La formule a été régulièrement employée par Tony Blair et par Frank Field. Doté d'une expertise reconnue dans le domaine des politiques sociales, en raison notamment de son investissement dans les organisations *Low Pay Unit* et *Child Poverty Action Group* au cours des années 1970, F. Field a été ministre de la Réforme de la Protection sociale entre mai 1997 et octobre 1998.

(12) C'est du moins ce qu'affirment en octobre 1996, dans les pages de l'*Observer*, deux intellectuels proches des cénacles « modernisateurs », le journaliste Will Hutton et l'économiste John Kay.

(13) Le simple fait d'affirmer que le travail est *la solution* s'est généreusement diffusé au-delà des clivages politiques. La seule lecture de *The 21st Century Welfare* (Department for Work and Pensions, 2010), un document publié par le ministère du Travail quelques semaines après l'arrivée au pouvoir de la coalition formée, au printemps 2010, par les partis conservateur et libéral-démocrate, suffit à en convaincre. En effet, y est confirmée la centralité des « incitations » à travailler dans le cadre de la réforme de la protection sociale et, plus encore, de la lutte contre la pauvreté. On retrouve ici, plus généralement, une idée longtemps portée par les travaillistes et selon laquelle des politiques publiques peuvent aiguillonner les comportements ou influencer sur les « cultures » (Department of Social Security, 1998).

(14) Au lendemain de la défaite électorale de 2010, un éditorialiste du *Guardian* faisait d'ailleurs de cette introduction la « plus grande réalisation des gouvernements Blair en matière de justice sociale.

(15) On peut considérer, à la suite de J.-C. Barbier, qu'en dépit des nombreuses appropriations politiques et scientifiques dont il a fait l'objet, le terme même de « *workfare* » doit spécifiquement renvoyer aux réformes des prestations sociales menées aux États-Unis à partir des années 1970. Il s'agissait d'obliger des publics relativement ciblés (les mères noires et pauvres) à « *accepter des activités (en particulier du travail moins bien payé que le marché) en contrepartie de la perception des allocations* » (Barbier, 2008 b).

(16) Il en a été de même pour les programmes destinés aux conjoints de chômeurs, aux personnes handicapées et aux chômeurs âgés de plus de 50 ans.

(17) *Jobcentre plus* est une agence du ministère du Travail et des Retraites ; elle est née de la fusion de l'*Employment Service* et de la *Benefit Agency*.

(18) Comme le rappelle Guillaume Delautre (2008:181), certaines études sociologiques (dont celle de Richard Brown et Lucy Joyce en 2007) ont cependant souligné l'existence d'un décalage entre les objectifs assignés à ces entretiens et la réalité des pratiques privilégiées par les conseillers de *Jobcentre plus*. En effet, les marges de manœuvre que se créent ces derniers peuvent parfois les conduire à ajuster leur mission au profil de leurs interlocuteurs et, ce faisant, à ne pas toujours chercher à les inciter à s'insérer sur le marché du travail.

(19) Peut-on d'ailleurs seulement parler de « risque » dans la mesure où un numéro de téléphone permettant de dénoncer les allocataires « fraudeurs » a, par exemple, été mis en place ces dernières années ? Dans un même ordre d'idée, certaines sources journalistiques rapportaient, en début d'année 2010, qu'une question d'envergure taraudait alors les rédacteurs du programme électoral du *New Labour* : fallait-il proposer une rémunération aux délateurs ?

(20) L'argument avancé pour justifier cette condition était de ne pas favoriser les emplois à temps partiel très courts.

(21) S'ajoutait à cela l'ouverture de différents droits en matière d'éducation et de santé.

(22) On pourra appréhender l'évolution de ces données en se reportant au rapport annuel que publient les deux organismes (*Monitoring Poverty and Social Exclusion*). Ces documents sont mis en ligne à l'adresse suivante : <http://www.jrf.org.uk/publications>

(23) Cet engagement reflétait l'intérêt que manifestaient alors certains responsables du Trésor pour des recherches universitaires consacrées aux transferts d'inégalités entre générations.

(24) Voir notamment les *British Social Attitudes Surveys* conduites annuellement par le National Centre for Social Research : <http://www.britisocat.com/Body.aspx?control=HomePage>

(25) Formulée par les sociologues David Piachaud et Ruth Lister, l'expression « *redistribution à la dérobée* » (« *Redistribution by stealth* ») a souvent été reprise par certains commentateurs politiques pour souligner la difficulté des responsables du *New Labour* à assumer leurs penchants keynésiens.

(26) Voir le site : <http://webarchive.nationalarchives.gov.uk>

(27) Entre 1997 et 2006, le PIB réel a connu une croissance annuelle oscillant entre 1,8 % et 3,8 % (Delautre, 2008:176).

(28) En plus d'une amélioration de la pension de base (*Universal Basic State Pension*), les gouvernements travaillistes ont pris un certain nombre de mesures ciblant directement les retraités touchés par la pauvreté : introduction d'une subvention pour le paiement du fuel domestique en 1999, gratuité de la redevance de l'audiovisuel pour les personnes âgées de plus de 75 ans, gratuité de certains transports en commun, aides ponctuelles (en 2004, 2006 et 2009) pour faire face à certains impôts locaux.

(29) En outre, viennent se greffer à ces insuffisances certains des effets directs de la crise économique actuelle. Si elle s'est en partie traduite par une hausse du chômage, cette crise a également donné lieu à des réductions ou à des gels de salaires. Elle a par ailleurs nourri un accroissement du temps partiel : selon des statistiques récentes, le nombre d'adultes travaillant à temps partiel aurait augmenté de plus de 400 000 depuis 2008, et ce alors même qu'ils souhaiteraient occuper un emploi à temps plein (IPPR, 2010).

Références bibliographiques

- Barbier J.-C., 2008 a, *L'activation » de la protection sociale. Existe-t-il un modèle français ?*, in **Quà va la protection sociale ?** (sous la dir. de Guillemard A.-M.), Paris, Les Presses universitaires de France:165-182.
- Barbier J.-C., 2008 b, « Pour un bilan du workfare », **La Vie des idées**, <http://www.laviedesidees.fr/Pour-un-bilan-du-workfare-et-de-l.html>
- Blair T., 1996, *My message to the left*, **Independent on Sunday**, 28 juillet.
- Blair T., 1997 a, *The 21st Century Welfare State*, **Discours lors de la Social and Economic Policy Conference**, Amsterdam, 24 janvier.
- Blair T., 1997 b, *Will to win*, **Discours à Aylesbury Estate**, 2 Juin.
- Blair T., 1998, **The third way, new politics for the new century**, Londres, The Fabian Society.
- Bradshaw J., 2009, *La pauvreté infantile au Royaume-Uni*, **Politiques sociales et familiales**, n° 98:37-46.
- Brewer M., Muriel A., Phillips D. et Sibieta L., 2008, « Poverty and Inequality in the UK: 2008 », IFS Commentary n° 105, Londres, Institute for Fiscal Studies.
- Brown R. et Joyce L., 2007, *New Deal for lone parents: Non-participation qualitative research*, Department for Work and Pension, **Research Report**, n° 408.
- Browne J. et Paul G., 2010, *Parents' work entry, progression and retention, and child poverty*, **Department for Work and Pensions Report**, n° 626, HMSO.
- Chambaz C. et Lequet-Slama D., 2000, « **Le Working Family Tax Credit au Royaume-Uni, un crédit d'impôt pour les parents en activité** », **Études et Résultats**, n° 76.
- Delautre G., 2008, *Dix ans de New Deal for lone parents au Royaume-Uni*, **Revue française des affaires sociales**, n° 1:167-189.
- Department for Work and Pensions, 2010, **The 21st century welfare**, Londres, Cm 7913.
- Department of Social Security, 1998, **A New contract for welfare**, Londres, The Stationery Office, Cm 4179.
- Driver S. et Martell L., 1998, **New Labour. Politics after thatcherism**, Cambridge, Polity Press.
- Evans M., Eyre J., Sarre S. et Millar J., 2003, **New Deal for lone parents: Second synthesis report of the national evaluation**, Bath, Centre for Analysis of Social Policy.
- Eydoux A., 2006, *Le Royaume-Uni, mise en perspective de l'idéal-type « libéral » d'activation de la protection sociale*, in **Analyse comparative de l'activation de la protection sociale en France, Grande-Bretagne, Allemagne et Danemark, dans le cadre des lignes directrices de la stratégie européenne pour l'emploi** (sous la dir. de Barbier J.-C.), Paris, Centre d'étude de l'emploi, rapport de recherche pour la DARES.
- Finlayson A., 2003, **Making sense of New Labour**, Londres, Lawrence & Wishart.

- Freud D., 2007, *Reducing dependency, Increasing opportunity: Options for the future of welfare to work*, Londres, Department for Work and Pensions.
- Gautié J., 2003, « Quelle troisième voie ? Repenser l'articulation entre marché du travail et protection sociale », Document de travail, Centre d'étude de l'emploi, n° 30.
- Giddens A., 2000, *The third way and its critics*, Cambridge, Polity Press.
- Giddens A., 1998, *The third way. The renewal of social democracy*, Cambridge, Polity Press.
- Giddens A., 1994, *Beyond left and right. The future of radical politics*, Cambridge, Polity Press.
- Hills J. (dir.), 2010, *An anatomy of economic inequality in the UK*, Londres, LSE, Case report 60.
- Institute for Public Policy Research, 2010, « In-work poverty in the recession », *Briefing note*.
- Jobert B., 2002, *Une troisième voie très britannique. Giddens et l'État-providence*, *Revue française de sociologie*, vol. 43, n° 2:407-422.
- Layard R., 2001, *Welfare-to-work and the New Deal*, Londres, Centre for Economic Performance (LSE).
- Levitas R., 2002, *Pauvreté, exclusion sociale et redistribution. La réponse britannique*, *Raisons politiques*, n° 6:7-21.
- Mandelson P., 1997, *Labour's next steps: Tackling social exclusion*, Londres, The Fabian Society, *Fabian Pamphlet*, n° 581.
- Mulgan G., 1999, *Social exclusion*, intervention sur la radio BBC Australia, 7 février.
- Muriel A., Philips D. et Sibieta L., 2010, « Living standards, inequality and poverty: Labour's record », Londres, Institute for Fiscal Studies, *2010 Election Briefing Note n° 2*.
- Office for National Statistics, 2009, *Social Trends 2009 Edition*, Basingstoke, Palgrave & MacMillan.
- Piachaud D. et Sutherland H., 2000, *How effective is the british government's Attempt to reduce child poverty?*, *CASEpaper*, n° 38.
- Sefton T., Hills J. et Sutherland H., 2009, *Poverty, inequality and redistribution, in Towards a more equal society? Poverty, inequality and policy since 1997* (sous la dir. De Stewart K., Sefton T. et Hills J.), Londres, Policy Press & Joseph Rowntree Foundation:21-45.
- Sibieta L., Chowdry H. et Muriel A., 2008, *Level playing field? The implications of school funding*, Reading: CfBT Education Trust.
- Stewart K., 2009, *A scar on the soul of Britain: Child poverty and disadvantage under New Labour, in Towards a more equal society? Poverty, inequality and policy since 1997* (sous la dir de Stewart K., Sefton T. et Hills J.), Londres, Policy Press & Joseph Rowntree Foundation:47-69.
- Stewart K., Sefton T. et Hills J., 2009, *Towards a more equal society? Poverty, inequality and policy since 1997*, Londres, Policy Press & Joseph Rowntree Foundation:47-69.

Tournadre J., 2010, *L'heure du choix. Personnalisation et compétition dans l'État social britannique*, **Raisons politiques**, n° 37:147-170.

UNICEF, 2000, *A league table of child poverty in rich nations, Report 1*, Florence, UNICEF Innocenti Research Centre.

Van Reenen J., 2004, *Active Labour Market Policies and the British New Deal for the Young Unemployed in Context*, in **Seeking a premier economy: The economic effects of british economic reforms, 1980-2000** (sous la dir. De Card D., Blundell R. et Freeman R.), Chicago, University of Chicago Press:461-496. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.nber.org/chapters/c6754.pdf> (consulté le 13 novembre 2010).

Walters A., 2000, *Unemployment and Government. Genealogies of the social*, Cambridge: Cambridge University Press.